

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 14 AVRIL 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/185 CONTRAT DE VILLE - PROGRAMMATION 2025 - COMMUNE DE HYERES-LES- PALMIERS - ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS POUR UN MONTANT TOTAL DE 90 000 EUROS - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/185

BUREAU DU 14 AVRIL 2025

**O B J E T : C O N T R A T D E V I L L E - P R O G R A M M A T I O N 2 0 2 5 -
C O M M U N E D E H Y E R E S - L E S - P A L M I E R S -
A T T R I B U T I O N D E S S U B V E N T I O N S P O U R U N
M O N T A N T T O T A L D E 9 0 0 0 0 E U R O S - A U T O R I S A T I O N
D E S I G N A T U R E**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale, relative à la réforme de la politique de la ville,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Contrat de Ville Métropolitain 2024/2030 adopté en Conseil Métropolitain le 12 septembre 2024,

VU l'appel à projets commun lancé le 4 novembre 2024,

VU l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 11 mars 2025,

VU les projets de conventions ci-annexés,

CONSIDERANT que la Métropole TPM, dans le cadre de sa compétence en matière de politique de la ville et de la programmation pour l'année 2025 du Contrat de Ville 2024/2030 prévoit une enveloppe globale de 600 000 euros de subventions pour accompagner des actions déployées et participant au développement social et urbain du territoire sur les 15 quartiers prioritaires de la ville dans les 4 communes concernées (Toulon, La Seyne-sur-Mer, La Garde et Hyères-les-Palmiers), dont 90 000 euros pour les actions déployées sur la commune de Hyères-les-Palmiers,

CONSIDERANT qu'il a été est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de 90 000 euros à 13 associations pour 22 actions déployées sur la commune de Hyères-les-Palmiers,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER l'attribution des subventions pour un montant total de 90 000 euros aux 13 associations suivantes pour 22 actions déployées sur la commune de Hyères-les-Palmiers :

Nom de l'association	Intitulé de l'action	Subvention Métropole
ASSOCIATION VAROISE POUR LE RESPECT DE L'ENFANT (AVRE)	Permanences d'aides aux victimes et/ou de prévention des violences Intra-familiales Accueil des mineurs et des femmes victimes de violence	3 500 €
CENTRE DE LOISIRS DES JEUNES (CLJ)	Actions extérieures du CLJ visant à favoriser le dialogue entre la police et la population	6 000 €
	Lutte contre l'oisiveté des jeunes issus des QPV et créer du lien police-population	4 000 €
CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAR (CIDFF)	Service d'accompagnement individualisé pour l'emploi des femmes	5 000 €
	Permanences d'accès aux droits de prévention des discriminations et de lutte contre les violences faites aux femmes	4 000 €
COMITE DE DEFENSE DES LOCATAIRES	Améliorer le cadre de vie	1 000 €
COMPAGNONS BATISSEURS PROVENCE	Bricobus, l'atelier habitat mobile et solidaire	6 000 €
COOPERATIVE D'INITIATIVE JEUNES	Lancement d'un cité Lab en partenariat avec BPI sur territoire Hyères et Toulon	4 000 €
	Lancement de deux coopératives éphémères sur Hyères et Toulon	5 000 €
FACE VAR	Le Club des entreprises Hyérois	6 000 €
	EVS – Face'illiter l'accès au droit	3 000 €
	Faciliter la vie dans les quartiers	3 000 €
INITIATIVES SOLIDAIRES AZUREENNES	Organisation et mise en place du FPH Organisation et mise en place de la concertation citoyenne en QPV	2 000 €
	Renforcer l'implication et l'expression des habitants en matière de citoyenneté, laïcité, discrimination, égalité Conseil citoyen adulte	1 000 €
	Organisation du conseil jeunes issus des QPV	2 000 €
INITIATIVE VAR	Accélérateur Programme Quartier 2030	12 000 €
L'AVENTURE MONTESSORI	Stage Patrimoine Montessori	2 000 €
	Formation Montessori	4 000 €
SAUVEGARDE DES FORETS VAROISES	Accompagnement renforcé sur les chantiers Hyérois pour les personnes résidants dans les quartiers prioritaires	5 000 €
RECYCLOP ANTENNE DU VAR	Parcours éco citoyen- vivre avec la nature dans mon quartier	2 500 €
UFOLEP 83	Action socio sport santé	3 000 €
	Sport Déclic	6 000 €
TOTAL GENERAL		90 000 €

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer les conventions ci-annexées avec 4 associations suivantes :

- Coopérative d'Initiative Jeunes,
- Face Var,
- Initiative Var,
- Ufolep 83,

le montant total des subventions attribuées respectivement à ces associations par la Métropole dépassant le seuil de 23 000 euros.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à prendre toutes dispositions et à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision.

ARTICLE 4

DE DIRE que la Métropole Toulon Provence Méditerranée demandera aux associations listées à l'article 1 et l'article 2, de fournir un bilan qualitatif, quantitatif et financier au 31 décembre 2025 signé par le responsable légal de la structure afin de justifier la réalisation de leurs actions respectives.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits seront prélevés sur l'opération N°52157 – article 65748 du Budget principal 2025.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

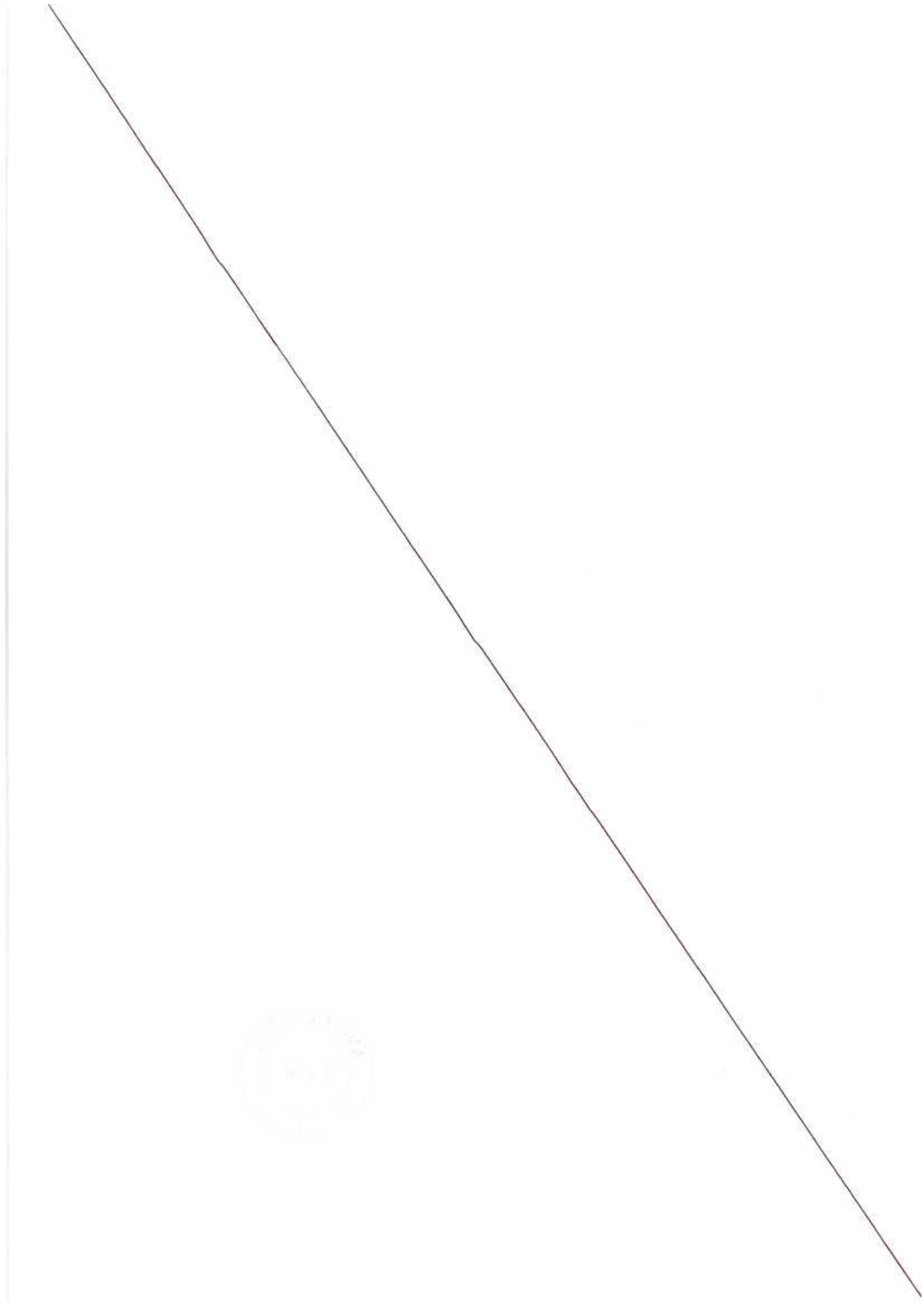
Fait à Toulon, le 14 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA COOPERATIVE INITIATIVE JEUNES
--

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- La Coopérative Initiative Jeunes régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège au 235 chemin de la Madrague 13015 MARSEILLE représentée par Madame DESIR Marina dûment habilitée

Ci-Après désigné « La CIJ »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La CIJE est une coopérative d'activités et d'emploi dédiée à l'accompagnement des jeunes entrepreneurs. Elle offre à toutes les personnes qui souhaitent entreprendre, et ce même s'elles n'ont pas au départ conscience de leurs capacités ou s'elles n'ont pas de projet précis, un espace de travail, de moyens, de ressources et de formation, favorable à leur engagement dans le développement d'une activité, tout en s'initiant à la gestion d'une entreprise. Elle permet de tester son projet de création d'entreprise, en grandeur réelle, dans un cadre totalement sécurisé.

Les finalités structurantes de la coopérative permettent aux bénéficiaires de :

- S'initier à la création de leur propre emploi/activité,
- Développer des compétences dans différents types d'emploi,
- Capitaliser de l'expérience, développer une plus grande autonomie,
- Vivre des réussites individuelles et collectives,
- Créer des liens avec leur quartier, leur commune,
- Faire partie d'un groupe,
- Mieux appréhender certaines réalités opérationnelles.

La Coopérative d'Initiative Jeunes Entrepreneurs est destinée à un public de 16 à 30 ans ou à toute personne souhaitant s'insérer professionnellement par le travail indépendant.

- Sans emploi, sans formation, sans scolarisation (NEET),

- Bénévoles dans une association,
- Inscrits à la Mission Locale, au Pôle Emploi,
- Bénéficiaires du RSA comme ayant droit ou encore personne en situation de handicap,
- Demandeur d'emploi très longue durée.

Les porteurs de projet sont recrutés sur leur motivation, leur envie et leur détermination à entreprendre

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence emploi, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à favoriser l'insertion socio-professionnelle.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de La CIJ intervenant sur la commune de Toulon et Hyères

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La CIJ s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif des actions de la CIJ soutenues par la Métropole :

-Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPI France sur le territoire de Hyères et Toulon

Révéléateur de talents est un dispositif public consistant en une offre d'émergence de proximité principalement au service des habitants des QPV, qu'ils soient porteurs de projets, créateurs ou entrepreneurs. Il vise à faciliter l'identification des talents dans les quartiers de la Politique de la Ville afin de les assister dans la préparation et la sécurisation de leur projet entrepreneurial ou favoriser une orientation positive vers les ressources locales disponibles.

Dans sa mission de proximité, le CitésLab Révélateurs de Talents est un acteur clef du maillage et de l'animation des écosystèmes locaux de l'entrepreneuriat et de la Politique de la ville. Son action est prioritairement localisée au sein des QPV cibles de son territoire, en tant que membre de la communauté CitésLab, il/elle participe aux séquences, à rayonnement régional et national, d'animation, de formation et de valorisation des Chefs de projet CitésLab Révélateur de talents.

Les principales missions du chef de projet CITESLAB seront au sein des QPV sélectionnés de :

- Mobiliser un réseau d'acteurs autour de ce dispositif
- Détecter et former des porteurs de projets à la création d'entreprise
- Apporter une réponse aux jeunes créateurs aux problématiques liées au post création qui à ce jour restent encore sans réponse

-Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPI France sur la ville de La Seyne sur Mer et sur La Beaucaire

Le chef de projet CitésLab Seynois aura un local d'accueil au sein des deux QPV de la Seyne et assurera des permanences dans les quartiers concernés (centre sociaux, associations de quartiers etc.). Mais, ce sera surtout un poste mobile de terrain, les locaux ne serviront qu'à accompagner les bénéficiaires. De plus, partenariat avec l'ensemble des acteurs qui gravitent autour de la création d'entreprise qui agissent dans le domaine de l'entrepreneuriat que ce soit la BGE, Positiv, TVT, Les Premières SUD, Les réseaux de financement ou bien encore les autres CAE. Par ailleurs, volonté de continuer à renforcer les liens avec le SPE et de développer des permanences sur une échelle géographique plus large.

- Lancement de deux coopératives éphémères Hyères et Toulon

Pendant une durée de trois mois, un groupe de 8 à 10 sur la ville de Toulon et un groupe sur la ville de Hyères vont expérimenter très concrètement la gestion d'une entreprise coopérative en créant leur propre projet. Ils définissent les produits et services qu'ils vont proposer aux habitants du quartier, de la commune, aux entreprises locales ;Ainsi, les jeunes s'initient au fonctionnement d'une entreprise démocratique, développent leur esprit d'initiative et prennent conscience de leurs capacités d'agir. Type de public accueilli : Le public accueilli devra satisfaire aux exigences suivantes à savoir : être âgé de 18 à 30 ans, n'être, ni en emploi, ni en formation, ni scolarisés. Les jeunes volontaires pourront avoir un projet de création d'entreprise clairement identifié ou pas. Leur motivation et leur envie d'intégrer un groupe et de travailler sur un projet commun seront des critères de sélection

Durée des actions : annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association CIJ à hauteur de 9 000 (neuf mille euros)

- Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPI France sur le territoire de Hyères et Toulon : 4 000 €
- Lancement de deux coopératives éphémères Hyères et Toulon : 5 000 €

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2025.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 9 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

Le montant de la subvention sera versé en une seule fois à réception de la convention signée
Devront être communiqués :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des

dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees-personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Coopérative d'Initiative Jeunes

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente,
Marina DESIR

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projets :

Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPI France sur le territoire de Hyères et Toulon	Toulon : 10 000 € Hyères : 4 000 €
Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPI France sur la ville de La Seyne sur Mer et sur La Beaucaire	Toulon : 10 000 €
Lancement de deux coopératives éphémères Hyères et Toulon	Toulon : 10 000 € Hyères : 5 000 €

a) Objectif(s):

Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPI France sur le territoire de Hyères et Toulon

Révéléateur de talents est un dispositif public consistant en une offre d'émergence de proximité principalement au service des habitants des QPV, qu'ils soient porteurs de projets, créateurs ou entrepreneurs. Il vise à faciliter l'identification des talents dans les quartiers de la Politique de la Ville afin de les assister dans la préparation et la sécurisation de leur projet entrepreneurial ou favoriser une orientation positive vers les ressources locales disponibles.

Dans sa mission de proximité, le CitésLab Révélateurs de Talents est un acteur clef du maillage et de l'animation des écosystèmes locaux de l'entrepreneuriat et de la Politique de la ville. Son action est prioritairement localisée au sein des QPV cibles de son territoire, en tant que membre de la communauté CitésLab, il/elle participe aux séquences, à rayonnement régional et national, d'animation, de formation et de valorisation des Chefs de projet CitésLab Révélateur de talents.

Les principales mission du chef de projet CITESLAB seront au sein des QPV sélectionnés de :

- Mobiliser un réseau d'acteurs autour de ce dispositif
- Détecter et former des porteurs de projets à la création d'entreprise
- Apporter une réponse aux jeunes créateurs aux problématiques liées au post création qui à ce jour restent encore sans réponse

-Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPI France sur la ville de La Seyne sur Mer et sur La Beaucaire

Le chef de projet CitésLab Seynois aura un local d'accueil au sein des deux QPV de le Seyne et assurera des permanences dans les quartiers concernés (centre sociaux, associations de quartiers etc.). Mais, ce sera surtout un poste mobile de terrain, les locaux ne serviront qu'à accompagner les bénéficiaires. De plus, partenariat avec l'ensemble des acteurs qui gravitent autour de la création d'entreprise qui agissent dans le domaine de l'entrepreneuriat que ce soit la BGE, Positiv, TVT, Les Premières SUD, Les réseaux de financement ou bien encore les autres CAE. Par ailleurs, volonté de continuer à renforcer les liens avec le SPE et de développer des permanences sur une échelle géographique plus large.

- Lancement de deux coopératives éphémères Hyères et Toulon

Pendant une durée de trois mois, un groupe de 8 à 10 sur la ville de Toulon et un groupe sur la ville de Hyères vont expérimenter très concrètement la gestion d'une entreprise coopérative en créant leur propre projet. Ils définissent les produits et services qu'ils vont proposer aux habitants du quartier, de la

commune, aux entreprises locales; ainsi, les jeunes s'initient au fonctionnement d'une entreprise démocratique, développent leur esprit d'initiative et prennent conscience de leurs capacités d'agir. Type de public accueilli : Le public accueilli devra satisfaire aux exigences suivantes à savoir : être âgé de 18 à 30 ans, n'être, ni en emploi, ni en formation, ni scolarisés. Les jeunes volontaires pourront avoir un projet de création d'entreprise clairement identifié ou pas. Leur motivation et leur envie d'intégrer un groupe et de travailler sur un projet commun seront des critères de sélection

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre de beneficiaries et leur typologie, par domaine d'intervention
 - o Nombre de bénéficiaires issus de QPV
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Impacts sur les bénéficiaires
 - o Réalisations pour l'année échue
 - o Lien des actions avec les besoins du territoire

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION FACE VAR

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'Association Face Var régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège au 25 rue Victor Clappier, 83000 TOULON représentée par **Madame ALEXANDRE Nathalie** dûment habilitée

Ci-Après désigné « Association Face Var »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE) est Reconnue d'Utilité Publique en 1994. Sa mission est de prévenir et lutter contre toutes les formes d'exclusion, de discrimination et de pauvreté. Avec l'appui de 16 grandes entreprises fondatrices, plus de 80 implantations sur l'ensemble du territoire, et d'un réseau de 6 329 entreprises de toutes tailles, FACE met tout en œuvre pour réduire les inégalités sociales. Elle construit sa politique d'intervention en lien avec les institutions publiques européennes et françaises et les entreprises socialement engagées, afin d'agir au plus près des personnes en situation de fragilité.

FACE Var est un club d'entreprises structuré en association locale et agréé par la FACE, la Fondation pour l'Inclusion. FACE VAR a été créé en décembre 2003 à l'initiative de la Ville de Toulon (membre du conseil d'administration) et de 10 entreprises varoises.

Aujourd'hui, le club est constitué de plus de deux cent entreprises et de réseaux économiques locaux qui partagent les valeurs de la Fondation et souhaitent mettre en œuvre leur responsabilité sociale d'entreprise.

Dans le cadre d'une approche globale de l'engagement social et de lutte contre l'exclusion et la discrimination, FACE Var organise ses missions en 6 domaines qui sont :

- Éducation - Culture
- Emploi - Insertion
- Entreprise - Territoires
- Précarité - Inclusion
- Intégration
- Espace de Vie Sociale

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence emploi, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de l'insertion, par le soutien à des

projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à favoriser l'insertion socio-professionnelle.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de L'association **Face Var** intervenant sur la commune de Toulon, Hyères, La Garde et La Seyne sur Mer.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

Association Face Var s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif des actions de l' Association Face Var soutenues par la Métropole :

- **Micro-Forums** : Organisation de micro-forums avec la présence de 30 bénéficiaires résidant en QPV + 5 entreprises (minimum).

2 micro-forums à la Seyne/Mer + 4 forums Toulon (sessions de recrutement pour 6/7 habitants QPV)

L'action se décline en plusieurs étapes : mobilisation des entreprises, mobilisation des bénéficiaires (adultes relais), organisation des forums et suivi (suivi avec les entreprises afin de connaître l'impact de ces forums, pour chiffrer les embauches).

Format du forum : présentation des entreprises et leurs besoins en recrutement, explication des postes à pourvoir et attentes, mini entretiens

- **Passerelle Ecole Entreprise** : L'objectif général de l'action est de permettre aux élèves de découvrir le fonctionnement d'une entreprise, de se préparer à la vie professionnelle et d'être remotivé par la découverte de différents métiers. Elle répond à un besoin de rétablir l'égalité des chances en développant le lien entre les jeunes et l'Entreprise, d'autant plus fortement qu'il s'agit de publics issus de quartiers où « l'Entreprise », au sens large, est peu présente (peu de sièges d'entreprises dans les quartiers, fort taux de chômage).

L'action vise également d'agir au niveau des entreprises pour modifier leurs représentations vis-à-vis du monde de la jeunesse, pour faciliter l'accueil et l'accompagnement des jeunes lors de leur entrée dans l'entreprise et sécuriser les parcours

- **Le club des entreprises Hyérois** : Forte de son réseau de plus 200 entreprises et suite à des échanges avec les partenaires institutionnels,

l'association FACE Var se propose de créer le Club des Entreprises Hyéroises.

L'ambition d'un tel club est de pouvoir agir localement, en lien étroit avec les partenaires institutionnels et les associations hyéroises, en faveur de la découverte du monde économique et des métiers par des approches innovantes et ciblées.

L'enjeu est d'animer et de créer un club d'entreprises locales pour qu'elles soient mobilisées sur les différentes actions.

Dans un premier temps, une rencontre de cadrage sera organisée en présence des partenaires

institutionnels et des associations locales. L'enjeu sera de présenter le projet et de recueillir les réactions et les attentes des acteurs présents afin de coconstruire la feuille de route 2025 et les actions qui seront menées (nombre de forums, de rencontres, de sessions de recrutement, de visites d'entreprises...). Dans un second temps, le coordinateur rencontrera les entreprises du territoire hyérois pour leurs présenter le club et favoriser leur adhésion au projet. Enfin, durant l'année, le coordinateur s'assurera du déploiement de la feuille de route comprenant les différentes actions à réaliser avec les entreprises du club (micro-forums, visites d'entreprises, sessions de recrutement, participation à un événement sportif)

- **EVS Face'illiter l'accès aux droits** : L'accès aux droits est ouvert à tout public des quartiers prioritaires et du centre-ville de Hyères. Les personnes sont reçues par le médiateur juridique qui les informe, les oriente ou les accompagne dans les différentes démarches administratives. Ce médiateur réalise un diagnostic des besoins de la personne et adapte son accompagnement. Il travaille dans une démarche d'accompagnement global et d'apprentissage à l'autonomie.

- **Face'illiter la vie dans les quartiers** : L'objectif général du projet s'inscrit dans le champ d'action 2 : participer et faire vivre le quartier

Les objectifs opérationnels répondent à l'enjeu de proposer des animations pour les habitants et les quartiers pour :

- Favoriser la participation des habitants
- Favoriser la découverte du territoire et du patrimoine historique.
- Favoriser la découverte de la culture.
- Soutenir les initiatives des habitants.
- Rompre l'isolement, créer du lien social
- Proposer une parenthèse conviviale et ludique

- **Job contact** : L'action est destinée à toute personne résidant dans les quartiers prioritaires de MTPM, en recherche d'emploi quel que soit son âge et son sexe ou sa situation (bénéficiaire ou non des minima, demandeur d'emploi de longue durée ou non). Leur seul point commun : un manque de réseau et au moins une situation pouvant générer une discrimination à l'embauche. L'entrée des bénéficiaires sur cette action s'effectue "au fil de l'eau".

Les bénéficiaires sont identifiés et suivis par une conseillère à l'Emploi à La Garde. Chaque bénéficiaire est ainsi reçu au plus près de son lieu d'habitation.

Durée des actions : annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, L'association Face Var à hauteur de **12 000 € (douze mille euros)** sur la ville de Hyères.

- Le club des entreprises Hyérois : 6 000 €
- EVS Face'ilter l'accès aux droits : 3 000 €
- Faciliter la vie de quartier : 3 000 €

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2025.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **12 000** euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

Le montant de la subvention sera versé en une seule fois à réception de la convention signée
Devront être communiqués :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees-personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Face Var

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente,

Nathalie ALEXANDRE

Le Président,

Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projets :

Micro Forums	Toulon : 3 000 € La Seyne sur Mer : 1 500 €
Passerelle Ecole Entreprise	Toulon : 5 000 € La Garde 2 000 €
Le club des entreprises Hyérois	Hyères : 6 000 €
EVS Face'illiter l'accès aux droits	Hyères : 3 000 €
Face'illiter la vie dans les quartiers	Hyères : 3 000 €
Job contact	La Garde : 3 000 €

a) Objectif(s):

- **Micro-Forums** : Organisation de micro-forums avec la présence de 30 personnes résidant en QPV + 5 entreprises (minimum).

2 micro-forums à la Seyne/Mer + 4 forums Toulon (sessions de recrutement pour 6/7 habitants QPV)

L'action se décline en plusieurs étapes : mobilisation des entreprises, mobilisation des bénéficiaires (adultes relais), organisation des forums et suivi (suivi avec les entreprises afin de connaître l'impact de ces forums, pour chiffrer les embauches).

Format du forum : présentation des entreprises et leurs besoins en recrutement, explication des postes à pourvoir et attentes, mini entretiens

- **Passerelle Ecole Entreprise** : L'objectif général de l'action est de permettre aux élèves de découvrir le fonctionnement d'une entreprise, de se préparer à la vie professionnelle et d'être remotivé par la découverte de différents métiers. Elle répond à un besoin de rétablir l'égalité des chances en développant le lien entre les jeunes et l'Entreprise, d'autant plus fortement qu'il s'agit de publics issus de quartiers où « l'Entreprise », au sens large, est peu présente (peu de sièges d'entreprises dans les quartiers, fort taux de chômage).

L'action vise également d'agir au niveau des entreprises pour modifier leurs représentations vis-à-vis du monde de la jeunesse, pour faciliter l'accueil et l'accompagnement des jeunes lors de leur entrée dans l'entreprise et sécuriser les parcours

- **Le club des entreprises Hyérois** : L'ambition d'un club est de pouvoir agir localement, en lien étroit avec les partenaires institutionnels et les associations hyéroises, en faveur de la découverte du monde économique et des métiers par des

approches innovantes et ciblées. L'enjeu est d'animer et de créer un club d'entreprises locales pour qu'elles soient mobilisées sur les

différentes actions. Dans un premier temps, une rencontre de cadrage sera organisée en présence des partenaires institutionnels et des associations locales. L'enjeu sera de présenter le projet et de recueillir les réactions et les attentes des acteurs présents afin de coconstruire la feuille de route 2025 et les actions

qui seront menées (nombre de forums, de rencontres, de sessions de recrutement, de visites d'entreprises...).

Dans un second temps, le coordinateur rencontrera les entreprises du territoire hyérois pour leurs présenter le club et favoriser leur adhésion au projet.

Enfin, durant l'année, le coordinateur s'assurera du déploiement de la feuille de route comprenant les différentes actions à réaliser avec les entreprises du club (micro forums, visites d'entreprises, sessions de recrutement, participation à un événement sportif)

- EVS Face'illiter l'accès aux droits : L'accès aux droits est ouvert à tout public des quartiers prioritaires et du centre-ville de Hyères. Les personnes sont reçues par le médiateur juridique qui les informe, les oriente ou les accompagne dans les différentes démarches administratives. Ce médiateur réalise un diagnostic des besoins de la personne et adapte son accompagnement. Il travaille dans une démarche d'accompagnement global et d'apprentissage à l'autonomie.

- Face'illiter la vie dans les quartiers : L'objectif général du projet s'inscrit dans le champ d'action 2 : participer et faire vivre le quartier

Les objectifs opérationnels répondent à l'enjeu de proposer des animations pour les habitants et les quartiers pour :

- Favoriser la participation des habitants
- Favoriser la découverte du territoire et du patrimoine historique.
- Favoriser la découverte de la culture.
- Soutenir les initiatives des habitants.
- Rompre l'isolement, créer du lien social
- Proposer une parenthèse conviviale et ludique

- Job contact : L'action est destinée à toute personne résidant dans les quartiers prioritaires de MTPM, en recherche d'emploi quel que soit son âge et son sexe ou sa situation (bénéficiaire ou non des minima, demandeur d'emploi de longue durée ou non). Leur seul point commun : un manque de réseau et au moins une situation pouvant générer une discrimination à l'embauche. L'entrée des bénéficiaires sur cette action s'effectue "au fil de l'eau".

Les bénéficiaires sont identifiés et suivis par une conseillère à l'Emploi à La Garde. Chaque bénéficiaire est ainsi reçu au plus près de son lieu d'habitation.

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaine d'intervention
 - o Nombre de bénéficiaires issus de QPV
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Impacts sur les bénéficiaires
 - o Réalisations pour l'année échue
 - o Lien des actions avec les besoins du territoire

<p align="center">CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION INITIATIVE VAR</p>
--

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association **Initiative Var** régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège au 12 bis rue Emile Gimelli représentée par **Monsieur Thomas RIBOUD** dûment habilité

Ci-Après désigné « Initiative Var »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'association Initiative Var propose un dispositif d'accompagnement et de financement destiné aux porteurs de projet souhaitant créer ou reprendre une entreprise sur le département du Var.

Ses missions : Initiative Var permet de favoriser le développement économique local en soutenant la création, la reprise, le primo-développement et la croissance des entreprises sur son territoire d'intervention et sur le département du Var. Les créateurs sont accompagnés individuellement sur la permanence la plus proche de leur domicile.

Initiative Var se caractérise par :

- son ancrage local. La plateforme est profondément ancrée dans son territoire d'intervention, grâce à ses 4 antennes et 16 lieux de permanence.
- son caractère partenarial. L'action d'Initiative Var repose également sur les partenariats noués avec les acteurs publics et privés qui partagent ses valeurs et son projet

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence emploi, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à favoriser l'insertion socio-professionnelle.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'association Initiative Var intervenant sur la commune de Toulon, Hyères et La Garde.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

L'association INITIATIVE VAR s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif des actions de l'association soutenues par la Métropole :

-Accélérateur- Programme Quartiers 2030

Au niveau du parcours d'accompagnement, les Accélérateurs proposent un parcours d'accompagnement intensif qui dure généralement entre 6 mois et 1 an (6 mois pour l'accélérateur émergence et 1 an pour les accélérateurs création-développement et accélérateurs croissance et qui incluent les éléments suivants :

- 1.Diagnostic initial et définition des objectifs : Une analyse approfondie est réalisée pour évaluer le potentiel du projet, les besoins spécifiques de l'entrepreneur, et les objectifs de croissance.
- 2.Formation et ateliers pratiques : Des modules de formation couvrant des sujets tels que la stratégie commerciale, la gestion financière, le marketing digital, et les compétences managériales sont proposés.
- 3.Mentorat et coaching personnalisé : Chaque entrepreneur est accompagné par un mentor expérimenté, souvent un entrepreneur ou expert, pour l'aider à naviguer les défis de la croissance.
- 4.Accès à un réseau de partenaires et d'investisseurs : Les accélérateurs organisent des événements de networking pour connecter les entrepreneurs avec des investisseurs potentiels, des incubateurs, et des entreprises locales.
- 5.Suivi post-accelération : À l'issue du programme, un suivi est mis en place pour s'assurer que les entreprises accompagnées continuent de croître et d'atteindre leurs objectifs.

Concernant les impacts attendus, les accélérateurs visent à :

- * Augmenter le taux de succès des entreprises issues des quartiers prioritaires en leur apportant des compétences solides et un accompagnement adapté.
- * Créer des emplois locaux et renforcer l'économie dans les zones concernées.
- * Favoriser l'innovation sociale en soutenant des projets qui répondent aux enjeux des quartiers populaires.
- * Inspirer de nouvelles vocations entrepreneuriales et encourager la mobilisation de talents locaux.

Enfin, pour les critères d'éligibilité, les accélérateurs sont ouverts aux entrepreneurs issus des quartiers prioritaires qui portent des projets ayant un potentiel de croissance significatif et un impact positif sur leur communauté. Les candidatures sont évaluées sur la base de la viabilité du projet, de la motivation et du sérieux de l'entrepreneur, et de l'alignement avec les valeurs d'inclusion et de développement du programme. Les accélérateurs représentent une étape stratégique du programme Entrepreneurat Quartier 2030, complémentaire des autres offres, pour propulser des talents et des initiatives qui contribuent à une économie inclusive et solidaire. Le programme d'accompagnement est déjà défini et sera individualisé en fonction des contraintes individuelles des accélérés.

- Bus de l'entrepreneuriat

Initiative Var a pour ambition de promouvoir l'entrepreneuriat, en proposant une solution proactive via ce dispositif mobile. Il permettra de toucher une cible résidant ou implantée en QPV, éloignée des réseaux d'accompagnement et ne connaissant pas l'offre existante. 4 objectifs principaux sont à retenir :

Un dispositif mobile pour proposer une solution de proximité et promouvoir l'offre

La détection et l'orientation vers les acteurs présents sur le territoire, adaptée aux besoins de chacun

Un accompagnement permettant de sécuriser le parcours, grâce au panel des partenaires de la création

Le suivi des entrepreneurs pour faire évoluer l'accompagnement en même temps que leurs besoins.

Notre ancrage et notre maillage territorial sur tout le Département du Var nous assure une parfaite connaissance des partenaires et des dispositifs existants. Le dispositif sera déployé dans tous les QPV du Département, avec un focus particulier sur la Métropole de Toulon sur laquelle sont situés presque 75% des QPV varois.

Durée des actions : annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association **Initiative Var** hauteur de **12 000 (douze mille euros)** sur la ville de **Hyères**.

- Accélérateur Programme Quartier 2030 : 12 000 €

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2025.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **12 000** euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

Le montant de la subvention sera versé en une seule fois à réception de la convention signée
Devront être communiqués :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees-personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Initiative Var

La Métropole

Toulon Provence Méditerranée

Le Président,

Le Président,

Thomas RIBOUD

Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projets :

Accélérateur- Programme Quartiers 2030	Toulon :20 000 € Hyères : 12 000 €
Bus de l'entrepreneuriat	Toulon : 15 000 € La Garde : 1 000 €

a) Objectif(s):

-Accélérateur- Programme Quartiers 2030

Au niveau du parcours d'accompagnement, les Accélérateurs proposent un parcours d'accompagnement intensif qui dure généralement entre 6 mois et 1 an (6 mois pour l'accélérateur émergence et 1 an pour les accélérateurs création-développement et accélérateurs croissance et qui incluent les éléments suivants :

- 1.Diagnostic initial et définition des objectifs : Une analyse approfondie est réalisée pour évaluer le potentiel du projet, les besoins spécifiques de l'entrepreneur, et les objectifs de croissance.
- 2.Formation et ateliers pratiques : Des modules de formation couvrant des sujets tels que la stratégie commerciale, la gestion financière, le marketing digital, et les compétences managériales sont proposés.
- 3.Mentorat et coaching personnalisé : Chaque entrepreneur est accompagné par un mentor expérimenté, souvent un entrepreneur ou expert, pour l'aider à naviguer les défis de la croissance.
- 4.Accès à un réseau de partenaires et d'investisseurs : Les accélérateurs organisent des événements de networking pour connecter les entrepreneurs avec des investisseurs potentiels, des incubateurs, et des entreprises locales.
- 5.Suivi post-accélération : À l'issue du programme, un suivi est mis en place pour s'assurer que les entreprises accompagnées continuent de croître et d'atteindre leurs objectifs.

Concernant les impacts attendus, les accélérateurs visent à :

- * Augmenter le taux de succès des entreprises issues des quartiers prioritaires en leur apportant des compétences solides et un accompagnement adapté.
- * Créer des emplois locaux et renforcer l'économie dans les zones concernées.
- * Favoriser l'innovation sociale en soutenant des projets qui répondent aux enjeux des quartiers populaires.
- * Inspirer de nouvelles vocations entrepreneuriales et encourager la mobilisation de talents locaux.

Enfin, pour les critères d'éligibilité, les accélérateurs sont ouverts aux entrepreneurs issus des quartiers prioritaires qui portent des projets ayant un potentiel de croissance significatif et un impact positif sur leur communauté. Les candidatures sont évaluées sur la base de la viabilité du projet, de la motivation et du sérieux de l'entrepreneur, et de l'alignement avec les valeurs d'inclusion et de développement du programme. Les accélérateurs représentent une étape stratégique du programme Entrepreneuriat Quartier 2030, complémentaire des autres offres, pour propulser des talents et des initiatives qui contribuent à une économie inclusive et solidaire. Le programme d'accompagnement est déjà défini et sera individualisé en fonction des contraintes individuelles des accélérés.

- Bus de l'entrepreneuriat

Initiative Var a pour ambition de promouvoir l'entrepreneuriat, en proposant une solution proactive via ce dispositif mobile. Il permettra de toucher une cible résidant ou implantée en QPV, éloignée des réseaux d'accompagnement et ne connaissant pas l'offre existante. 4 objectifs principaux sont à retenir :

- Un dispositif mobile pour proposer une solution de proximité et promouvoir l'offre
- La détection et l'orientation vers les acteurs présents sur le territoire, adaptée aux besoins de chacun
- Un accompagnement permettant de sécuriser le parcours, grâce au panel des partenaires de la création
- Le suivi des entrepreneurs pour faire évoluer l'accompagnement en même temps que leurs besoins.

Notre ancrage et notre maillage territorial sur tout le Département du Var nous assure une parfaite connaissance des partenaires et des dispositifs existants. Le dispositif sera déployé dans tous les QPV du Département, avec un focus particulier sur la Métropole de Toulon sur laquelle sont situés presque 75% des QPV varois.

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre de beneficiaries et leur typologie, par domaine d'intervention
 - o Nombre de bénéficiaires issus de QPV
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Impacts sur les bénéficiaires
 - o Réalisations pour l'année échue
 - o Lien des actions avec les besoins du territoire

<p align="center">CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION UFOLEP 83</p>

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- **Association UFOLEP 83** régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège au 68 avenue Victor Agostini, 83000 TOULON représentée par Monsieur SAUNIER Patrick dûment habilité

Ci-Après désigné « Association UFOLEP 83 »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'association UFOLEP L'UFOLEP du Var, créée en janvier 1994, se positionne comme une fédération sportive affinitaire engagée, fondée sur des valeurs de solidarité et de citoyenneté. Son engagement se manifeste à travers une double ambition clairement définie, à savoir promouvoir le sport citoyen et humaniste, tout en plaçant l'éducation par le sport au cœur de ses préoccupations.

En adoptant une perspective sociale et citoyenne du sport, l'UFOLEP du Var répond aux défis contemporains liés à l'accessibilité, à la santé pour tous, à la solidarité et à l'engagement. Elle s'inscrit ainsi dans une démarche visant à transcender le simple aspect compétitif du sport pour en faire un outil d'épanouissement individuel et collectif. Cette vision novatrice repose sur des valeurs fondamentales telles que la solidarité, le fair-play, l'inclusion, le civisme et le sport pour tous. L'UFOLEP du Var place la laïcité et la citoyenneté au cœur de son action, soulignant l'importance de ces principes dans la pratique sportive et dans la construction d'une société harmonieuse.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence emploi et prévention, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à favoriser la prévention, la lutte contre les discriminations et l'insertion socio-professionnelle.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'association **UFOLEP 83** intervenant sur la commune de Toulon, Hyères, La Garde et La Seyne sur Mer

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

Association UFOLEP 83 s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif des actions de l'Association UFOLEP 83 soutenues par la Métropole :

- **Sports urbains en horaires décalés** : Animations en horaires décalés autour des sports urbains : Durant les périodes de vacances scolaires, l'UFOLEP 83 implante plusieurs activités sportives et pédagogiques en pied d'immeuble sur différents quartiers de Toulon autour des sports urbains. Lors de chaque semaine d'intervention dans un même quartier, l'éducateur sportif pourra proposer, du lundi au jeudi, un certain nombre d'activités et en permettre la découverte. Le vendredi sera ensuite dédié à un temps plus festif, mêlant enfants et parents, sous la forme d'un "Mini Ufostreet".
- **Socio sport** : C'est un moyen de sensibiliser les enfants et les jeunes sur la santé et la citoyenneté de manière assez globale. L'UFOLEP 83 implante une activité sportive sur un lieu défini à l'avance. Un calendrier diversifié est établi pour 2 mois (période de vacances à vacances), ou pour les vacances scolaires, avec les associations intervenant dans les quartiers. Le Socio Sport est une activité sportive qui est proposée à toutes les structures (Centres sociaux, Associations et/ou ACM (enfants et jeunes) de la ville de Toulon inscrits dans les QPV + PSC1 – Attention particulière au public en situation de handicap.
- **Horaires décalés et pied d'immeuble** : Permettre à des jeunes âgés de 10 à 25 ans qui ne pratiquent pas un sport régulièrement, de participer à des rencontres, des initiations, des pratiques sportives nouvelles et d'appréhender ainsi l'activité physique et la santé sur le territoire de La Garde.
- **Action socio sport santé : Animations axées autour du sport et de la santé sur le territoire Hyérois, à destination de tout public au Val des Rougières.** C'est un moyen de sensibiliser les enfants et les jeunes sur la santé et la citoyenneté de manière assez globale. L'UFOLEP 83 implante une activité sportive sur un lieu défini à l'avance. Un calendrier diversifié est établi pour 2 mois (période de vacances à vacances), ou pour les vacances scolaires, avec les associations intervenant dans les quartiers. Le Socio Sport est une activité sportive qui est proposée à toutes les structures (Centres sociaux, Associations et/ou ACM (enfants et jeunes) de la ville de Toulon inscrits dans les QPV + PSC1 – Attention particulière au public en situation de handicap.
- **Sport déclic** : La démarche est « l'aller vers », afin d'écouter, décharger, d'entrer en lien puis prévenir, informer, accompagner et orienter. Cette action reposera sur une présence de rue régulière organisée par l'équipe dans l'espace public, espace de vie des jeunes, afin d'aller à leur rencontre, de se faire

connaître et reconnaître notamment auprès de ceux qui sont en dehors des circuits usuels et en parallèle de créer/renforcer un lien permanent avec les partenaires sur le territoire de Hyères.

- **Socio sport La Seyne sur Mer et toutes sportives** : Animations à la Seyne sur Mer pour les 6-17 ans : animations sportives mercredis 14h-16h) et vacances scolaires (lundis, mercredis, vendredis journées). Pour les Femmes : lundis après-midi, mardis / mercredis / jeudis matins, vendredis journées
Ufostreet : animations pied immeuble horaires décalés 2 fois/semaine (16h30-18h30), été 3*/semaine (18h-20h)

- **M35** : réunions partenariales sport santé. Mise en place d'actions thématiques santé nationale (lien CLS). Orientation bénéficiaire : accueil, info, orientation, bilan sport santé, séance sportive parents - enfants, ALD, séniors. 6 petit déjeuners par an.
Ambassadeurs santé : démarche aller vers, prévention santé

Durée des actions : annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de

dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, L'association **UFOLEP 83** hauteur de **9 000 € (neuf mille euros)** sur la ville de **Hyères**.

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2025.

- Action socio sport santé : 3 000 €
- Sport Déclic : 6 000 €

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **9 000** euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

Le montant de la subvention sera versé en une seule fois à réception de la convention signée
Devront être communiqués :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees-personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

UFOLEP 83

Le Président,
Patrick SAUNIER

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projets :

Sports urbains en horaires décalés	Toulon : 4 000 €
Socio sport	Toulon : 4 000 €
Horaires décalés et pied d'immeuble	La Garde : 6 000 €
Action socio sport santé	Hyères : 3 000 €
Sport déclic	Hyères : 6 000 €
Socio sport La Seyne sur Mer et toutes sportives	La Seyne : 5 000 €
M35	La Seyne : 5 000 €

a) Objectif(s):

- **Sports urbains en horaires décalés** : Animations en horaires décalés autour des sports urbains : Durant les périodes de vacances scolaires, l'UFOLEP implante plusieurs activités sportives et pédagogiques en pied d'immeuble sur différents quartiers de Toulon autour des sports urbains. Lors de chaque semaine d'intervention dans un même quartier, l'éducateur(rice) sportif(ve) pourra proposer, du lundi au jeudi, un certain nombre d'activités et en permettre la découverte. Le vendredi sera ensuite dédié à un temps plus festif, mêlant enfants et parents, sous la forme d'un "Mini Ufostreet".
- **Socio sport** : C'est un moyen de sensibiliser les enfants et les jeunes sur la santé et la citoyenneté de manière assez globale. L'UFOLEP 83 implante une activité sportive sur un lieu défini à l'avance. Un calendrier diversifié est établi pour 2 mois (période de vacances à vacances), ou pour les vacances scolaires, avec les associations intervenant dans les quartiers. Le Socio Sport est une activité sportive qui est proposée à toutes les structures (Centres sociaux, Associations et/ou ACM (enfants et jeunes) de la ville de Toulon inscrits dans les QPV + PSC1 – Attention particulière au public en situation de handicap.
- **Horaires décalés et pied d'immeuble** : Permettre à des jeunes âgés de 10 à 25 ans qui ne pratiquent pas un sport régulièrement, de participer à des rencontres, des initiations, des pratiques sportives nouvelles et d'appréhender ainsi l'activité physique et la santé sur le territoire de La Garde.
- **Action socio sport santé** : Animations axées autour du sport et de la santé sur le territoire Hyérois, à destination de tout public au Val des Rougières. C'est un moyen de sensibiliser les enfants et les jeunes sur la santé et la citoyenneté de manière assez globale. L'UFOLEP 83 implante une activité sportive sur un lieu défini à l'avance. Un calendrier diversifié est établi pour 2 mois (période de vacances à vacances), ou pour les vacances scolaires, avec les associations intervenant dans les quartiers. Le Socio Sport est une activité sportive qui est proposée à toutes les structures (Centres sociaux, Associations et/ou ACM (enfants et jeunes) de la ville de Toulon inscrits dans les QPV + PSC1 – Attention particulière au public en situation de handicap.

- **Sport déclic** : La démarche est « l'aller vers », afin d'écouter, décharger, d'entrer en lien puis prévenir, informer, accompagner et orienter. Cette action reposera sur une présence de rue régulière organisée par l'équipe dans l'espace public, espace de vie des jeunes, afin d'aller à leur rencontre, de se faire connaître et reconnaître notamment auprès de ceux qui sont en dehors des circuits usuels et en parallèle de créer/renforcer un lien permanent avec les partenaires sur le territoire de Hyères.

- **Socio sport La Seyne sur Mer et toutes sportives** : Animations à la Seyne sur Mer pour les 6-17 ans : animations sportives mercredis 14h-16h) et vacances scolaires (lundis, mercredis, vendredis journées). Pour les Femmes : lundis apm, mardis / mercredis / jeudis matins, vendredis journées
Ufostreet : animations pied immeuble horaires décalés 2*/semaine (16h30-18h30), été 3*/semaine (18h-20h)

- **M35** : réunions partenariales sport santé . Mise en place d'actions thématiques santé nationale (lien CLS). Orientation bénéficiaires : accueil, info, orientation, bilan sport santé, séance sportive parents - enfants, ALD, séniors. 6 petit deéuners par an.
Ambassadeurs santé : démarche aller vers, prévention santé

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre de beneficiaries et leur typologie, par domaine d'intervention
 - o Nombre de bénéficiaires issus de QPV
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Impacts sur les bénéficiaires
 - o Réalisations pour l'année échue
 - o Lien des actions avec les besoins du territoire

